

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 23-2023-01-18-00001  
portant convocation des électrices et des électeurs  
de la commune de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS

Le Sous-Préfet d'Aubusson

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-1 à L. 2121-3 ;

**Vu** le code électoral, et notamment les articles L. 225 à L. 258 ;

**Vu** le décret du 14 mai 2021 nommant Monsieur Gilles PELLEGRIN, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, sous-préfet, sous-préfet d'Aubusson,

**Vu** la démission acceptée en date du 06 janvier 2023 de Monsieur Alex SAINTRAPT de sa fonction de maire et de son mandat de conseiller municipal ;

**Vu** la démission acceptée en date du 17 janvier 2023 de Monsieur Thierry NADAUD de sa fonction de premier adjoint et de son mandat de conseiller municipal ;

**Vu** la démission acceptée en date du 17 janvier 2023 de Monsieur Francis LAURENT de sa fonction de deuxième adjoint et de son mandat de conseiller municipal ;

**Vu** la démission acceptée en date du 17 janvier 2023 de Monsieur Michel AUDOT de sa fonction de troisième adjoint et de son mandat de conseiller municipal ;

**Considérant que**, dans ces circonstances, il est nécessaire de compléter le conseil municipal avant la réélection d'un nouveau maire ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : le collège électoral de la commune de **SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS** est convoqué :

**le dimanche 12 mars 2023**

afin de procéder à l'élection municipale complémentaire de **quatre conseillers municipaux**.

Dans le cas où les opérations électorales n'auraient pas permis de déclarer élus les conseillers municipaux au premier tour de scrutin, les électrices et les électeurs de la commune de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS sont convoqués de droit pour le second tour, qui aura lieu, dans cette hypothèse :

**le dimanche 19 mars 2023.**

## **Article 2 : délais et lieu de dépôt des déclarations de candidature**

Les déclarations de candidature devront être déposées à la Sous-Préfecture 5 rue Saint Jean 23200 AUBUSSON aux jours et heures suivants :

Pour le premier tour de scrutin :

- lundi 20 février 2023, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
- mardi 21 février 2023, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

Cette déclaration n'est obligatoire que pour le premier tour de scrutin. Les candidats non élus au premier tour sont en effet automatiquement candidats au second tour.

Les candidats qui ne se seraient pas présentés au premier tour ne peuvent déposer une déclaration de candidature pour le second tour que dans le cas où le nombre de candidats présents au premier tour aurait été inférieur au nombre de sièges de conseillers municipaux à pourvoir.

Dans cette hypothèse, les déclarations de candidature pour le second tour devront être déposées à la Sous-Préfecture d'Aubusson :

- lundi 13 mars 2023, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
- mardi 14 mars 2023, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

## **Article 3 : modalité de déclaration de candidature**

Les candidats peuvent se présenter soit de façon isolée, soit de façon groupée.

Quelles que soient les modalités de candidature, chaque candidat doit déposer une déclaration individuelle de candidature.

En cas de déclaration d'une liste de candidats, il n'est pas nécessaire de présenter autant de candidats que de sièges à pourvoir : il peut y avoir moins de candidats ou au contraire plus de candidats que de sièges à pourvoir. La candidature d'une liste de candidats s'effectue par une personne dûment mandatée par chaque candidat qui dépose l'ensemble des candidatures individuelles. Cette personne peut être l'un des candidats ou un tiers.

## **Article 4 : contenu de la déclaration de candidature**

La déclaration de candidature doit être obligatoirement faite sur un imprimé dont le modèle est publié sur le site internet de la préfecture.

Pour chaque candidat, cette déclaration devra être accompagnée des documents justifiant qu'il satisfait aux obligations générales d'éligibilité posées par les articles L. 228 et LO. 228-1 du code électoral qui sont définis à l'article R. 124 du même code.

Une fiche établissant une liste précise des documents à fournir est jointe en annexe du présent arrêté.

## **Article 5 : circulaires et bulletins de vote**

Les candidats sont entièrement libres de faire imprimer ou non des circulaires, dont ils assurent la diffusion et dont l'impression est à leur charge. Les circulaires doivent respecter l'interdiction de la combinaison des trois couleurs (bleu, blanc et rouge), à l'exception de la reproduction d'un emblème d'un ou plusieurs partis ou groupements politiques.

Les bulletins de vote doivent respecter les dispositions de l'article R. 30 du code électoral et les obligations de forme attachées aux scrutins des communes de moins de 1000 habitants. Il appartient aux candidats de déposer leurs bulletins auprès du maire par intérim au plus tard à midi la veille du scrutin ou dans le bureau de vote le jour de l'élection.

## **Article 6 : durée de la campagne électorale**

En application de l'article R. 26 du code électoral, pour le premier tour, la campagne électorale sera ouverte le lundi 27 février 2023 à zéro heure et prendra fin le samedi 11 mars 2023 à minuit.

Pour le second tour, la campagne électorale sera ouverte le lundi 13 mars 2023 à zéro heure et prendra fin le samedi 18 mars 2023 à minuit.

### **Article 7 : lieu et horaire d'ouverture des votes**

Les électeurs se réuniront au lieu de vote fixé par l'arrêté préfectoral n° 23-2022-08-31-00002 du 31 août 2022.

Le scrutin sera ouvert à la salle polyvalente – 18, route de Saint-Michel à 8 heures et clos à 18 heures. Le dépouillement suivra immédiatement la clôture du scrutin.

### **Article 8 : mode de scrutin**

Les conseillers municipaux des communes de moins de 1000 habitants sont élus au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours.

Les suffrages sont décomptés individuellement par candidat et non par liste même en cas de candidature groupée.

Pour être élu au premier tour de scrutin, le candidat doit recueillir à la fois la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de suffrages au moins égal au quart de celui des électeurs inscrits.

Au second tour, la majorité relative suffit. Conformément à l'article L. 253 du code électoral, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

### **Article 9 : établissement de la liste électorale**

Pour cette élection, il sera fait usage de la liste électorale générale et de la liste complémentaire municipale extraite du Répertoire Électoral Unique (REU). En application de la circulaire ministérielle du 12 juillet 2018, ces listes pourront être modifiées jusqu'au vendredi 03 février 2023, date limite d'inscription sur les listes électorales.

Toute demande d'inscription déposée est examinée par le maire, selon les modalités déterminées par l'article L. 31 du code électoral.

La régularité des listes électorales fera l'objet d'un contrôle par la commission compétente entre le 24<sup>e</sup> et le 21<sup>e</sup> jour précédant le scrutin, soit entre le 16 et le 19 février 2023. Un tableau indiquant les additions et radiations sera rendu public et communicable, au plus tard vingt jours avant le scrutin, soit le 20 février 2023.

Les demandes d'inscription sur la liste électorale formulées par les personnes atteignant l'âge de 18 ans jusqu'à la veille du scrutin, devront être déposées à la mairie au plus tard le dixième jour précédant celui du scrutin soit le 02 mars 2023.

Les modifications correspondantes feront alors l'objet d'un tableau de rectifications qui sera publié cinq jours avant le scrutin, soit le 07 mars 2023.

**Article 10** : tout électeur et toute personne éligible a le droit d'arguer de nullité des opérations électorales de la commune.

**Article 11** : Le Sous-préfet et le Maire de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État de la Creuse et affiché dans la commune de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS, six semaines au moins avant le premier tour de scrutin soit, au plus tard, le 27 janvier 2023. Cet arrêté peut faire l'objet de recours en application des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative.

Aubusson, le 18 janvier 2023

Le Sous-préfet,



Gilles PELLEGRIN



**Annexe :**

**Listes des documents à présenter pour une déclaration de candidature à l'élection municipale complémentaire de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS**

**I. ORIGINAL du formulaire de déclaration de candidature (cerfa n° 14996\*01)**

Le formulaire est disponible sur le site internet de la Préfecture ([www.creuse.gouv.fr](http://www.creuse.gouv.fr)) ou sur demande à l'adresse courriel suivante : [sp-aubusson@creuse.gouv.fr](mailto:sp-aubusson@creuse.gouv.fr)

**II. Si vous avez la qualité d'électeur dans la commune de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS:**

L'attestation d'inscription sur la liste électorale de moins de trente jours.

ou

La copie de la décision de justice ordonnant votre inscription.

**III. Si vous avez la qualité d'électeur dans une autre commune que SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS:**

**Un document de nature à prouver votre qualité d'électeur :**

une attestation d'inscription sur la liste électorale de moins de trente jours.

ou

une copie de la décision de justice ordonnant votre inscription.

**Un document de nature à prouver votre attache fiscale avec la commune de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS :**

un avis d'imposition ou un extrait de rôle, qui établit que vous êtes inscrit personnellement au rôle des contributions directes de la commune de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS

ou

une copie d'un acte notarié établissant que vous êtes devenu dans l'année précédant celle de l'élection propriétaire d'un immeuble dans cette commune, ou d'un acte enregistré au cours de la même année établissant que vous êtes locataire d'un immeuble d'habitation dans cette commune.

ou

Une attestation du DDFIP justifiant votre inscription au rôle des contributions directes dans la commune de SAINT-SULPICE-LES-CHAMPS à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2023

**IV. Si vous n'avez pas la qualité d'électeur :**

**Les deux documents de nature à prouver votre éligibilité :**

un certificat de nationalité ou un passeport ou une carte nationale d'identité en cours de validité

et

un bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré depuis moins de 3 mois

**V. En cas de mandat pour le dépôt de candidatures (CERFA ORIGINAL)**

Mandat collectif

ou

Mandat individuel (autant que de candidats représentés par le mandataire)

